

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 7 NOV. 2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PRESTIA GALVA 29**

ZI DE KERANGUEVEN  
29460 Hanvec

Références : ENV-D-24. 0567  
Code AIOT : 0005500840

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement PRESTIA GALVA 29 implanté ZI DE KERANGUEVEN 29460 HANVEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération "coup de poing" à l'initiative de la DREAL Bretagne. Cette action a visé les installations et activités de traitement de surface implantées dans le département du Finistère. Elle vise également à statuer sur la remise en conformité des installations pour les écarts techniques à l'origine de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 février 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRESTIA GALVA 29
- ZI DE KERANGUEVEN 29460 HANVEC
- Code AIOT : 0005500840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui



La société PRESTIA G29 exploite une unité de galvanisation autorisée par l'arrêté préfectoral n°98-1397 du 17/08/1998, modifié par l'arrêté préfectoral n°16-09 AI du 11/03/2009 et le dernier acte du 12/06/2018 (rubrique 3260).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Action coup de poing visant les activités classées de traitement de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Plan des réseaux                  | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7                  | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription  | Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 2  | Consignes d'exploitation          | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.1               | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription  | Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant,  | 2 mois                |
| 4  | Rétentions                        | Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 7.5.3              | /  | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'actions correctives            | 2 mois                |
| 5  | Détection de fuite                | Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article Annexe 1 - Point 3 | /  | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 6  | Prévention des risques            | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13                 | /  | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 7  | Protection des milieux récepteurs | AP Complémentaire du 11/03/2009, article 7.6.6.1             | /  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire              | Autre information |
|----|--------------------------|--------------------------------------|-------------------|
| 3  | Situation administrative | Décret du 02/05/2013, article Annexe | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions nécessaires à la résorption des écarts d'ordre technique relevés lors de l'inspection du 27 novembre 2023. Pour autant, l'état réel des installations, notamment des équipements dont le fonctionnement est requis pour assurer la protection de l'environnement en cas d'accident, est révélateur d'un vieillissement que les opérations de maintenance préventive ne permettent pas de compenser pleinement. L'évolution récente du système de gestion de la maintenance introduit également d'importantes fragilités dans l'exécution des tâches et la traçabilité des actions réellement exécutées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation - aménagement  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024</li></ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]</p>   |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 27 mai 2024 le plan des réseaux de collecte des eaux et des ouvrages de traitement. Ce plan mentionne les sens d'écoulement des eaux collectées et localise notamment deux vannes d'isolement nécessaires au confinement des eaux susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral précité prévoit un rejet direct dans le milieu depuis le bassin d'infiltration. La canalisation associée n'est pas repérée sur le plan des réseaux.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il appartient à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de rendre accessible au service de secours et d'incendie, en toutes circonstances, le plan des réseaux ;</li><li>• de reporter sur ce plan la canalisation permettant un rejet direct dans le milieu depuis le bassin d'infiltration.</li></ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

## N° 2 : Consignes d'exploitation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.I   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales d'exploitation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024</li></ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, [...] Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>  |
| <b>Constats :</b> <p>Par courrier du 24 mai 2024, l'exploitant a déclaré au Préfet qu'il avait rédigé l'ensemble des consignes d'exploitation, notamment celles relatives aux activités de maintenance des équipements nécessaires à la prévention des risques pour l'environnement. Il signale en particulier que l'ensemble des détecteurs de fuite est relié au système WIT déployé récemment dans l'établissement. Ce système est basé sur un automate de télégestion permettant le contrôle, la surveillance et le pilotage continu à distance et automatisé d'installations techniques. Cet outil gère aussi la mise à disposition de la gamme de maintenance GS29 MAINT 01IT01 que l'exploitant a communiquée en réponse à l'inspection du 26 février 2024. L'exploitant a signalé qu'en cas d'anomalie, le système WIT envoie une alerte aux équipes d'astreinte.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il appartient à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de communiquer à l'inspection des installations classées le programme de qualification / validation des fonctionnalités du système WIT indispensables au fonctionnement des dispositifs de détection de toute situation d'exploitation anormale susceptible d'avoir un impact sur l'environnement;</li><li>• d'attester que le paramétrage du système WIT est cohérent avec la gravité et la cinétique des situations redoutées.</li></ul>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 3 : Situation administrative**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 02/05/2013, article Annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, IED   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées constate la présence de 12 bains de traitement de surface (un bain de dégraissant, 2 bains de dézingage, 7 bains de décapage, un bain de passivation et un bain de rinçage). La capacité maximale de chaque cuve de traitement est évaluée à environ 30 m <sup>3</sup> . L'inspection des installations classées n'a pas identifié la présence de volumes de traitement non pris en compte dans le porter à connaissance que l'exploitant a transmis au préfet le 24 mai 2024. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 4 : Rétentions**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 7.5.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.<br>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.<br>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.<br>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage les zones de stockage d'acide  |

chlorhydrique et d'utilisation des substances dangereuses (atelier et rétentions en sous-sol)  
Le sol et les murets des cuvettes de rétention des cuves d'acide chlorhydrique.(HCL pur, HCL usagé) présentent des traces de reprise d'étanchéité. Pour autant, l'inspection des installations classées ne constate pas de défaut traversant affectant le génie civil de nature à remettre en cause la fonctionnalité des rétentions. Elle note toutefois la détérioration du tube de niveau permettant à l'exploitant de visualiser le niveau de remplissage de la cuve d'acide chlorhydrique usagé. Cette détérioration est susceptible d'être à l'origine d'un déversement accidentel. L'inspection des installations classées constate également la présence d'une cuve d'environ 2000 l non prise en compte dans le calcul du volume des rétentions.

Le sol du local de rétention des 12 baignoires de traitement présente des traces d'agression chimique par les substances dangereuses contenues dans ces cuves. L'inspection des installations classées note l'absence de sectorisation des rétentions. Elle constate également d'importantes dégradations des canalisations de transport des substances dangereuses, une détérioration prononcée des caillebotis permettant l'accès aux organes d'isolement des baignoires et la communication possible entre la rétention commune à l'ensemble des 12 baignoires et un local adjacent.

L'inspection des installations classées note que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le plan des circuits de remplissage / vidange des cuves de traitement ni de justifier la compatibilité physico-chimique de l'ensemble des substances susceptibles d'être mélangées dans cette unique rétention en cas d'accident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de justifier :

- la compatibilité physico-chimique de l'ensemble des substances dangereuses susceptibles d'être mélangées dans la rétention associée aux baignoires de traitement ;
- qu'en cas de défaillance de l'ensemble des cuves de traitement, la capacité de la rétention est suffisante pour prévenir tout transfert des substances dangereuses par les traversées vers les locaux adjacents
- que l'état des canalisations et équipements contrôlés reste compatible avec les exigences fonctionnelles qui leur sont affectées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure - respect de prescription, demande de justificatif à l'exploitant, demande d'actions correctives

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Détection de fuite**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2023, Annexe 1 - Point 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate par sondage :

- la présence de détecteur de fuite en point bas des rétentions des cuves d'acide chlorhydrique.



- la présence de deux détecteurs de fuite sur la paroi externe de la cuve double paroi du bain de zinc.

L'inspection des installations classées a demandé la visualisation des compte-rendus des opérations de maintenance des détecteurs de fuite implantés d'une part, dans les rétentions des cuves extérieures de stockage d'acide chlorhydrique et, d'autre part, dans la rétention commune des bains de traitement et dans la rétention associée au bain de zinc. Elle a également demandé la visualisation des seuils au delà desquels le système WIT envoie une alerte. Faute d'une maîtrise suffisante de ce système, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs sollicités. En outre, les détecteurs ne sont pas identifiés in situ par des repères fonctionnels susceptibles d'être référencés dans le système WIT.

Enfin, l'exploitant a précisé que l'enclenchement des capteurs est testé à l'aide d'une solution aqueuse simulant la présence d'eau. Il n'est pas en mesure de justifier le caractère opérationnel des détecteurs de présence de liquide dans les rétentions sur la base d'essais représentatifs des situations réelles d'exploitation, notamment du point de vue de la résistance à la corrosion.

Les cuvettes de rétention des cuves d'acide chlorhydrique situées en extérieur ne sont pas équipées de point bas de vidange ni de système de relevage automatique.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au delà de la mise en œuvre des actions correctives attendues en réponse au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, il appartient à l'exploitant de justifier que l'ensemble des utilisateurs du système WIT, lorsqu'ils sont acteurs des processus de gestion des dispositifs nécessaires à la protection de l'environnement, disposent des capacités techniques et connaissance requises pour assurer l'exécution des opérations de maintenance de ces dispositifs, voire de mise en sécurité des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 6 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des installations - Facteurs humains

#### **Prescription contrôlée :**

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

#### **Constats :**

Les substances utilisées dans l'établissement sont des substances dangereuses pour l'environnement et particulièrement corrosives. Les vapeurs qu'elles dégagent affectent aussi les surfaces externes des canalisations de transport et des organes d'isolement. Les équipements contrôlés par sondage présentent d'importantes dégradations visibles en paroi externe. Pour

autant, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de fuite apparente dans les zones contrôlées.

Dans les documents transmis le 28 mai 2024, l'exploitant fait état d'une périodicité d'un an entre 2 opérations de nettoyage des zones du sous-sol et un contrôle de l'épaisseur de la cuve de zinc en fusion tous les 4 ans. Il n'est pas en mesure de justifier le bien fondé de ces périodicités, notamment au regard du retour d'expérience d'exploitation/maintenance.

Il ne précise pas la périodicité des contrôles réalisés sur les canalisations de transport des substances dangereuses ni sur leurs organes d'isolement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant d'établir le programme de contrôle périodique de chaque équipement et organes dont l'intégrité est requise pour assurer le confinement des substances dangereuses utilisées. La périodicité des contrôles, les moyens nécessaires à leur accomplissement au plan technique comme au plan organisationnel, les critères retenus pour statuer sur les capacités fonctionnelles de l'équipement contrôlé dans toutes les situations redoutées et les mesures conservatoires à mettre en place en cas de détection d'anomalie lors de ces contrôles sont à mentionner dans le programme précité.

Le plan d'actions mis en place pour élaborer ce programme de contrôle périodique est à transmettre à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Protection des milieux récepteurs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/03/2009, article 76.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement étanche, d'un volume minimal de 315 m<sup>3</sup>, muni d'une vanne de fermeture rapide ou d'un dispositif présentant des garanties équivalentes.

[...]

Les organes de commande nécessaires à la mise en œuvre de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

**Constats :**

La présence des vannes de confinement des eaux susceptibles d'être polluées et leurs manœuvrabilités ont été constatées lors du contrôle. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a manœuvré avec succès les 2 organes d'isolement du bassin d'infiltration. Elle constate que l'isolement du bassin de confinement est obtenu par la manœuvre de la vanne "quart de tour" à l'amont du bassin d'infiltration.

En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ces dispositifs sont bien étanches lorsqu'ils sont en position fermée alors que les dispositions des articles 4.2.3 et 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2009 imposent la vérification périodique de l'étanchéité des dispositifs de

collecte et de rétention ainsi que la traçabilité des opérations de maintenance des canalisations.

L'inspection des installations classées constate une quantité importante d'eau dans le bassin d'orage qui assure d'une part, la fonction de lissage des eaux dirigées vers le bassin d'infiltration et, d'autre part, la fonction de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident. L'absence de dispositif signalant la disponibilité, en toute circonstance, d'un volume libre suffisant en cas d'accident, notamment en cas de pluie importante, en durée et en intensité. En cas de débordement du bassin de confinement, les eaux susceptibles d'être polluées rejoindraient le milieu naturel, notamment par le bassin d'infiltration.

L'absence de repère signalant la disponibilité du volume libre requis pour assurer un tel confinement ne permet de statuer sur la conformité de l'installation et de son mode d'exploitation aux exigences de l'arrêté préfectoral précité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant :

- de justifier que les vérifications périodiques mentionnées aux articles 4.2.3 et 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2009 lui permettent d'attester de l'étanchéité des vannes de confinement des eaux susceptibles d'être polluées ;
- de justifier que le dimensionnement du bassin assurant une double fonction est suffisant en termes de volume pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie alors que ce bassin n'est pas vide. Il lui appartient de présenter les dispositions d'exploitation qu'il met en place pour s'assurer de la pleine disponibilité du volume libre requis **en toutes circonstances** et de matérialiser ce volume in situ ;
- de préciser le mode de fonctionnement du trop plein associé au bassin d'infiltration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

